

Des députés sur le terrain au port du Havre



Depuis une terrasse, les députés ont découvert l'étendue des 3,5 km de quais de Port 2000. Au premier plan, Liliana Tanguy, députée du Finistère.

Ouest-France

Jean-Paul Lecoq, député de Seine-Maritime, a invité trois députés de différents partis politiques à visiter le port du Havre, hier. Objectif : les sensibiliser aux enjeux économiques et stratégiques.

Depuis la terrasse donnant sur les quais ensoleillés de Port 2000, au Havre, les députés sont impressionnés par la démesure. À leurs pieds, l'agitation et les milliers de conteneurs en transit témoignent d'une activité économique cruciale pour le bassin havrais, la Normandie, et, plus largement, pour le pays. Pour la deuxième fois depuis septembre, le député PCF de Seine-Maritime, Jean-Paul Lecoq, a convié ses collègues parlementaires à une visite sur le terrain.

L'enjeu de la chaudière

Liliana Tanguy, députée LREM du Finistère, Philippe Gosselin, député LR de la Manche et Emmanuel Maquet, député LR de la Somme, étaient du voyage, hier. Avec des questions techniques à poser. « **Pour certaines barges, un problème d'accès aux quais va se poser mais ça, le client ne veut pas l'entendre** », leur explique un responsable de la zone. Derrière cela, l'enjeu de la chaudière pour un accès fluvial direct, permettant d'éviter la lourdeur et le coût du multimodal.

« **On parle de ces dossiers stratégiques pour les ports, mais le voir en vrai est important** », observe Liliana Tanguy, co-présidente du groupe d'étude sur l'économie maritime à l'Assemblée nationale. Dans la cabine d'un portique à conteneurs, à 45 m du sol, avec vue sur la baie de Seine, elle découvre « **le travail de précision** », étonnée par la « **puissance des câbles qui déplacent et chargent des conteneurs pouvant atteindre les 60 tonnes** ».

« **C'est une initiative transpartisane très intéressante**, salue Philippe Gosselin. **Je retrouve ici certaines problématiques de mon département. Mais l'avenir du port du Havre, c'est surtout un enjeu national que l'on doit porter collectivement.** » Pour Jean-Paul Lecoq, l'objectif est bien de convaincre largement : « **On a besoin d'un grand port français et on veut le faire avancer. Il faut que la représentation nationale, à travers les parlementaires, le dise au gouvernement.** »

Dans cette « **bataille** » pour l'économie portuaire, le député de Seine-Maritime milite aussi pour l'aménagement des quais 11 et 12, sur 700 mètres. Coût global estimé de tous ces investissements : 500 millions d'euros, « **pour répondre aux enjeux des cinquante prochaines années** ». Sur ce dossier, les arbitrages du gouvernement sont attendus d'ici fin juin.

Bastien BOCQUEL.